

Questions orales

L'hon. John McDermaid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, le député s'est attaqué au ministre des Finances, mais je ne l'ai pas entendu lui faire des excuses. Nous avons tous suivi le débat entre lui et le ministre des Finances avec beaucoup d'intérêt et nous savons très bien que ce dernier l'a emporté haut la main. Les libéraux ne proposent rien pour remplacer la taxe sur les produits et services.

Ils se sont contentés d'ouvrir une ligne téléphonique pour que les Canadiens expriment leur opposition à la taxe. Les libéraux ne disent pas ce qu'ils préconisent. Dépourvus d'initiative et de jugement, ils sont 20 ans en retard.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé des Céréales.

Le pays est bien mal en point lorsque des décisions graves, comme le genre de céréales à cultiver et l'avenir de dizaines de milliers de familles agricoles, dépendent de l'issue d'entretiens entre des banquiers et des politiques.

Néanmoins, comme le Canada se retrouve dans cette situation, le ministre peut-il nous dire ce que le ministre de l'Agriculture et le premier ministre de la Saskatchewan ont dit aux banquiers hier, à Toronto?

Quel genre d'aide les agriculteurs peuvent-ils espérer? Des garanties d'emprunt? Des paiements en espèces? Un programme en particulier ou bien universel? De quelles sommes est-il question? Mais surtout, quand les agriculteurs peuvent-ils s'attendre à connaître le montant qu'ils recevront et la date à laquelle ils le toucheront?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, la situation est grave dans une bonne partie des Prairies. Certaines régions ne sont pas aussi durement touchées que celles du sud de la Saskatchewan et du sud du Manitoba.

Hier soir, à Toronto, j'assistais à la réunion en question en compagnie du premier ministre de la Saskatchewan, du ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan et de notre ministre de l'Agriculture. La rencontre a été fructueuse.

Nous avons étudié diverses façons de collaborer avec l'industrie. Nous croyons que c'est une affaire qui nous

intéresse tous: les gouvernements fédéral et provinciaux, les établissements bancaires, l'industrie chimique, les fabricants de machines agricoles, tout le monde. Nous cherchons tous des moyens pour traverser cette crise parce que nous sommes tous convaincus que nous connaissons des jours meilleurs. Nous croyons que nous pourrions faire des progrès aux réunions du GATT et que les prix commenceront à augmenter.

Notre dossier est éloquent, le gouvernement a toujours appuyé les agriculteurs. Le ministre de l'Agriculture l'a dit, comme beaucoup d'entre nous d'ailleurs, nous voulons collaborer avec les provinces dans ce dossier afin de trouver de l'aide le plus rapidement possible. Nous savons tous que le printemps et le temps des semailles arrivent à grand pas.

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au même ministre. Il sait fort bien que les agriculteurs ne peuvent planter des consultations et qu'on ne peut se servir de communiqués de presse en guise de nantissement.

Le ministre de l'Agriculture a explicitement promis que les agriculteurs recevraient leur argent avant les semailles du printemps et il sait que ces semailles débutent vers la fin d'avril dans beaucoup de régions du sud. Les agriculteurs sont en train de prendre des décisions à cet égard.

Par conséquent, le ministre peut-il dire exactement quand le gouvernement annoncera son programme et quand les agriculteurs recevront leur argent? Peut-il donner une réponse aux agriculteurs? Il leur faut une réponse maintenant.

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, je sais exactement de quoi parle le député. Je me suis adonné à l'agriculture toute ma vie. J'ai eu un carnet de permis pendant environ 35 ans. Il n'a pas besoin de me dire quand les agriculteurs ont besoin d'argent.

Les réalisations du gouvernement en ce qui concerne les paiements aux agriculteurs sont très impressionnantes. L'une de nos premières initiatives en tant que nouveau gouvernement en 1984 a été de modifier la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest pour que les producteurs reçoivent de l'argent. Nous sommes conscients du problème et nous travaillons de concert avec la collectivité agricole, les provinces et l'industrie afin d'élaborer un plan efficace qui sera avantageux pour les régions qui en ont le plus besoin.